



La situation économique et financière de l'Autriche en mai 2014

Le gouvernement a présenté son double budget 2014/2015 le 29 avril dernier en même temps que son programme de stabilité qui trace l'évolution des finances publiques pour les cinq prochaines années dans le cadre du semestre européen. Ce programme repose sur des hypothèses macroéconomiques élaborées par l'agence officielle « Statistik Austria » : après une croissance de 1,7 % en 2014 et 2015, le cycle de reprise connaîtrait son pic en 2016 avec 1,9 % de hausse avant de revenir à 1,8 % lors des deux années suivantes. L'économie autrichienne s'inscrirait donc à un niveau proche, quoique légèrement inférieur, de son sentier de croissance potentielle de long terme. La reprise, tirée au départ par les exportations dans un contexte international devenu plus favorable (+4,7 % dès 2014 puis +5,7 % en moyenne les années suivantes), serait également soutenue par l'investissement (+3 % en 2014 et +2 % en moyenne par la suite) tandis que la consommation des ménages s'accélérait lentement en passant de +0,8 % cette année à une moyenne de +1,1 % à compter de 2015. L'emploi resterait bien orienté avec un accroissement durable de l'emploi féminin et un solde migratoire positif. Le chômage, après avoir cru jusqu'à 5,3 % en 2015 retrouverait le niveau de 5 % en 2018. La stratégie économique et budgétaire du gouvernement vise à limiter le déficit structurel à 0,4 % du PIB dès 2016 grâce à des réformes structurelles en matière de retraite, de santé, de subventions et d'organisation administrative, tout en sauvegardant les dépenses d'avenir telles que l'éducation, la recherche et les infrastructures. Dans ces circonstances, le déficit structurel s'établirait à 1 % du PIB en 2014 (mais à 2,7 % en termes nominaux à cause de l'aide publique à la banque Hypo Alpe Adria) et à 0,9 % en 2015 (1,4 % pour le déficit nominal). La dette publique ferait un bond à 79,2 % du PIB en 2014 (74,5 % en 2013) en raison de la création d'une structure de défaisance d'un pourtour de 18 Mrd EUR pour Hypo Alpe Adria.

Ce programme a été examiné par l'Eurogroupe le 5 mai 2014 et il a fait l'objet de réserves tant de la part de la Commission européenne que des Etats-membres qui reprochent à l'Autriche une réduction trop lente du déficit structurel. Pour répondre à ces critiques le ministre des Finances, le vice-chancelier Spindelegger, a écrit une lettre à la Commission dans laquelle il prévoit différentes mesures telles que la restriction de la déductibilité des intérêts des capitaux empruntés par les entreprises, l'accroissement de la lutte contre la fraude, l'évitement des doubles subventions, la rationalisation des tâches ainsi que des coupes linéaires dans les budgets de fonctionnement des administrations. Ces mesures additionnelles, qui s'inscrivent en dehors du budget 2014 discuté au parlement, représentent un surplus de 1 Mrd EUR, soit 0,31 % du PIB, ce qui aura pour effet de ramener le déficit structurel à 0,7 % du PIB dès 2014. Dans ses recommandations spécifiques par pays, rendues publiques le 2 juin, la Commission européenne a estimé que ces efforts permettront à l'Autriche de pleinement satisfaire aux exigences du pacte de stabilité et de croissance. Le pays sort ainsi de la procédure pour déficits excessifs initiée en 2010.

Le scénario macroéconomique du gouvernement peut paraître légèrement optimiste au regard des performances du premier trimestre de l'année. La croissance s'est inscrite à 0,3 % après +0,4 % au dernier trimestre 2013. Les exportations se sont inscrites en hausse de 1,5 % mais la consommation privée est restée atone (+0,1 % seulement). L'investissement a très légèrement frôlé (+0,1 %) enregistrant sa première hausse depuis le début 2012.

Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche